



ENTREPRENEURS DE PROGRES

Revue de presse

Mardi 22 janvier 2019

*Mobile: 0770 88 90 80
Lotissement Sylvain Fouratier
N°08 El Mouradia, Alger
Mobile: 0770 88 90 80 / 0556 48
67 56
communication@fce.dz
www.fce.dz*

SOMMAIRE

A la une	3
• Algérie : l'ONU prévoit une baisse de l'inflation pour 2019 et 2020 (APS).....	3
• Agriculture et industrie agro-alimentaire : L'offensive algérienne (El Moudjahid)...	4
• INDUSTRIE DU MARBRE ET DU GRANIT : Yousfi émet des signaux positifs (L'Expression)	5
• Assises du tourisme : les insuffisances et contraintes du secteur pointées du doigt (El Moudjahid).....	6
• Algérie-Recyclage des déchets : un marché de 40 milliards de dinars non exploité (Maghreb Emergent)	8
• Économie verte : pour plus de facilitations au profit des investisseurs (APS)	8
• ASSISES NATIONALES DU TOURISME : Les défaillances du secteur auscultées (L'Expression)	10
• Ould Kaddour relève l'impératif de stabiliser la consommation nationale en gaz naturel (APS)	11
• Règles de la concurrence : le ministère du Commerce lance un sondage d'opinion (Algérie Eco).....	12
Banque/bourse/Assurance	13
Coopération	13
• Aigle Azur et le World Trade Center Algiers (WTCA) : Signature d'une convention (APS).....	13
• Nouvelle jetée GNL de Skikda : Sonatrach confie le projet au groupe chinois CHEC (Algérie Eco).....	14
Veille.....	15
• Messahel représente Bouteflika au Forum de Davos ('Expression)	15
• Les 26 plus riches détiennent autant d'argent que la moitié de l'humanité (L'APS)	16
• « Carrefour Emploi et Formation » se tiendra du 29 au 31 janvier 2019, à Alger (Algérie Eco).....	17

A la une

Algérie : l'ONU prévoit une baisse de l'inflation pour 2019 et 2020 (APS)



L'inflation en Algérie devrait reculer à 2,9% en 2019 et à 2,2 % en 2020, selon les nouvelles prévisions des Nations unies publiées lundi à Genève. Dans son rapport annuel sur les perspectives économiques mondiales, l'organisation onusienne a revu davantage à la baisse les projections du gouvernement qui avait tablé sur un taux d'inflation de 4,5 % pour l'année en cours.

Pour 2018, l'inflation s'est établie à 3,9% contre 5,6% en 2017, précise l'ONU soulignant que la politique monétaire en Algérie restera neutre à l'instar des autres pays maghrébins.

" En Algérie, en Libye, au Maroc et en Mauritanie, l'orientation des politiques monétaires devrait rester neutre ", relève ce rapport annuel conjoint, produit par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DESA), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced) et les cinq commissions économiques régionales de l'ONU.

Coté croissance, l'organisation onusienne anticipe une progression du Pib à 2,2% cette année contre 2,7% en 2018.

" L'expansion économique cohérente s'est poursuivie à 2,7% en 2018, tirée principalement par la hausse de la production gazière et pétrolière. Comme la consommation privée demeure modérée, le taux de croissance devrait reculer à 2,2% en 2019">, relève l'ONU pour expliquer ce ralentissement. La croissance devrait ensuite rebondir à 2,8% en 2020.

Par ailleurs le taux de chômage en Algérie s'est établi à 12,3% en 2018 contre 12% en 2017, selon les mêmes prévisions.

L'ONU précise qu'en Afrique, la hausse partielle des prix mondiaux des produits de base ne s'est pas traduite par une reprise des flux d'investissements directs étrangers (IDE) dans les grandes économies dépendantes de ces produits comme l'Algérie, le Nigeria et l'Angola.

Les recettes fiscales de l'Algérie ont également patricies dernières années de la baisse des cours de brut sur les marchés internationaux.

De 2010 à 2015, 14 pays africains ont enregistré un recul des recettes fiscales. Les pays exportateurs de pétrole comme l'Algérie, le Nigeria et l'Angola ont été les plus impactés, affichant les plus importantes baisses, souligne l'ONU.

Au plan mondial, la croissance économique est restée stable à 3,1 % en 2018, une accélération induite par la politique budgétaire aux Etats-Unis d'Amérique ayant compensé le ralentissement de la croissance dans certaines autres grandes économies.

L'activité économique devrait s'accélérer à un rythme soutenu de 3 % en 2019, mais les signes indiquant que la croissance a peut-être atteint son point culminant sont de plus en plus nombreux, constate l'ONU.

Derrière les chiffres phares, la croissance économique est inégale et ne profite souvent pas aux régions qui en ont le plus besoin." Ces chiffres phares masquent les fragilités et les reculs de nombreux pays en développement et le rythme inégal du progrès économique dans le monde ", relève le rapport. En parallèle, les pays riches en ressources peinent souvent à exploiter leur potentiel de développement.

Bon nombre des pays en développement qui sont en retard dépendent grandement des produits de base, à la fois en ce qui concerne les recettes d'exportation et le financement des dépenses budgétaires, note le rapport.

" Les effets conjugués de la forte instabilité des recettes d'exportation et des recettes budgétaires se traduisent dans bien des cas par de fortes fluctuations de l'activité économique et par des taux de croissance plus faibles sur le long terme ", précise l'organisation onusienne.

Agriculture et industrie agro-alimentaire : L'offensive algérienne (El Moudjahid)

Une croissance en deçà des prévisions, un programme des énergies renouvelables encore au stade embryonnaire, une demande exponentielle de gaz naturel qui mettra à rude épreuve les capacités d'exportation. Compte tenu de ces facteurs, l'Algérie s'oriente résolument vers l'agriculture et l'agro-alimentaire. La première contribue à près de 10% au PIB, et emploie pas moins de 2,5 millions d'actifs employés. La seconde, elle, constitue la principale branche de l'industrie du pays, elle contribue à plus de 50% de sa valeur ajoutée —hors hydrocarbures— et emploie près de 150.000 salariés. Ce n'est pas tout. De février à juin 2019, des opérateurs activant dans ces deux domaines prendront part à au moins 10 manifestations internationales afin de bénéficier du savoir-faire des autres pays et nouer des partenariats, à travers lesquels une nouvelle dynamique sera impulsée aux domaines agricole et agro-alimentaire. Une importance capitale est accordée par les pouvoirs publics au choix du partenaire. Des exemples ? Pour l'agriculture contractuelle, jusque-là mal exploitée, l'Algérie a jeté son dévolu sur le Canada. Un des objectifs principaux de cette démarche est de sécuriser l'approvisionnement de ces unités spécialisées en produits agricoles, autrefois principalement assurés par les importations et, dans une moindre mesure, sur un marché au comptant local très irrégulier. Il est également question, d'une part, d'explorer les effets de l'agriculture contractuelle, récemment introduite dans les filières lait, tomate industrielle et les grandes cultures sur les petites et moyennes exploitations en Algérie. D'autre part, ce projet vise une progression des recettes de cultures et de la valeur nette de l'exploitation agricole, une baisse des dépenses d'exploitation des fermes, etc. Aujourd'hui,

l'agriculture contractuelle s'érige en un vecteur des exigences nouvelles des consommateurs pour l'environnement et la responsabilité sociale dans l'agriculture. Ce n'est pas tout. L'Algérie, développement technologique oblige, compte également aller vers une agriculture intelligente qui, pour reprendre les mots du ministre, permettra, entre autres, une amélioration considérable de la productivité. Une politique qui nécessitera une promotion de l'investissement privé, laquelle interviendra avec, notamment, des mesures visant à libérer l'initiative et lever les obstacles freinant l'essor des porteurs de projets. Pour ce faire, l'Algérie compte renforcer sa relation avec la Hollande, pays leader en la matière, qui réalisera plusieurs projets. À Biskra, à titre d'exemple, l'assistance consiste à développer les cultures maraichères et la construction de serres de type néerlandais, tout en permettant d'économiser l'eau et augmenter la production de 30 % dans cette wilaya aride. Par ailleurs, il convient de souligner que notre pays vient de signer quatre mémorandums d'entente avec le consortium américain Robert International Agriculture Development (RIDA).

INDUSTRIE DU MARBRE ET DU GRANIT : Yousfi émet des signaux positifs (L'Expression)



La demande nationale toujours en hausse, tirée par les nombreux programmes de logement, mais également par une forte demande des ménages.

L'industrie algérienne du marbre et du granit devrait sortir la tête de l'eau, après une année 2018 compliquée, les producteurs ayant souffert de la suspension d'importation d'intrants nécessaires à la production. Le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, qui a inauguré, hier à Alger, le Salon international de la pierre naturelle, du marbre, de la céramique et de leurs équipements, a prédit, avec une certaine assurance, une réduction pour 2019, des importations de marbre et de granit. Youcef Yousfi semblait convaincu que l'année en cours serait marquée par une hausse appréciable de la production de marbre et de granit. Il notera, par la même occasion, que ces deux produits sont présentement importés en assez grande quantité. Il faut savoir que l'Algérie compte 58 usines de production de céramique et de faïence, pour une capacité installée de 120 millions de m²/an. Même si ces chiffres paraissent grands, ils ne suffisent pas à répondre à une demande nationale toujours en hausse, tirée par les

nombreux programmes de logement, mais également par une forte demande des ménages. Ce qui place cette industrie dans une trajectoire ascendante qui ne repose pas seulement sur la commande publique. Le développement quasi exponentiel de la promotion immobilière privée constitue un autre motif de satisfaction pour les producteurs qui évoluent dans un marché, aujourd'hui, sous pression de la concurrence étrangère, mais assez grand pour permettre à tous les professionnels d'en vivre. Un état de fait qui empêche la qualité de s'imposer aux producteurs. A ce propos, le ministre a interpellé les producteurs nationaux présents au Salon à travailler dans le sens de l'amélioration de la qualité de leurs produits. Youcef Yousfi, qui donnait l'impression de maîtriser son sujet, a souligné le fait que les coupes des pierres n'étaient actuellement pas assez précises et appelé à développer la transformation des produits bruts. L'objectif premier consiste à répondre à la demande nationale, mais cela ne suffira pas, insiste le ministre, qui souligne la possibilité de l'exportation du marbre algérien transformé, dans un second temps. Cela passe par un apport en expertise étrangère et c'est là le point d'achoppement de l'industrie algérienne du marbre. Sur le sujet et profitant de la présence d'entreprises étrangères, le ministre de l'Industrie et des Mines a défendu l'investissement en Algérie dans le cadre d'une production locale à forte intégration. Sans vraiment contredire le ministre, le président de l'association des céramistes algériens (ACA), Moncef Boudjerba, a mis en évidence la responsabilité de l'Etat dans l'entrave à l'activité des producteurs, à travers la suspension d'importation des intrants. «l'année 2018 a été difficile», explique-t-il, sans trop formaliser sur le sujet, puisque dira-t-il, l'avenir est assez dégagé, sans pour autant confirmer les prédictions du ministre pour ce qui concerne la hausse de la production.

Assises du tourisme : les insuffisances et contraintes du secteur pointées du doigt (El Moudjahid)



Les insuffisances et contraintes freinant l'essor du secteur touristique en Algérie ont été pointées du doigt, lundi à Alger, par des experts nationaux et étrangers du domaine touristique qui ont préconisé, en même temps, des pistes de solutions pour y remédier.

Intervenant en séance plénière des 3èmes Assises nationales du Tourisme, l'expert Aziz Nafa a recommandé le "renforcement" de l'aspect lié à la promotion de la destination Algérie, à travers "l'identification de la cible" et

ce, en mettant à disposition des organes en charge de le faire "davantage de moyens financiers ainsi qu'un capital humain plus adapté".

Chercheur au Centre de Recherche en Economie appliquée pour le Développement (CREAD), l'intervenant a, dans une évaluation du Schéma directeur d'Aménagement touristique (SDAT), insisté également sur l'aménagement du territoire, dans le cadre des Zones d'Expansion touristique (ZET) créées jusque-là.

Il a, par ailleurs, plaidé pour la mise en œuvre du Système d'Observation et d'Évaluation touristique ainsi que de la Banque d'Investissement touristique (BIT), les deux dispositifs étant prévus dans le cadre du SDAT, a-t-il rappelé.

S'agissant du critère lié à la formation, M. Nafa s'est félicité de l'augmentation du nombre d'établissements spécialisés dans les métiers et les activités touristiques, mais considéré néanmoins que cette formation se doit d'être "en adaptation avec les besoins économiques locaux".

Evoquant les contraintes freinant le développement du secteur touristique en Algérie, il les résumera en deux aspects majeurs : l'insuffisance et la qualité de l'hébergement ainsi que "la tarification inaccessible" pratiquée par les différents voyagistes (hébergement et transport notamment).

"Il est temps que nos agences de voyages travaillent sur la réception et ne se contentent plus de faire uniquement dans l'émission des voyageurs", a-t-il également déploré.

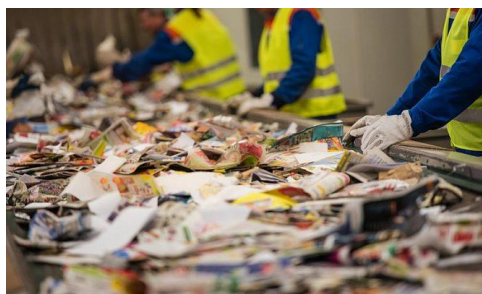
Allant dans le même sens, l'expert canadien en tourisme, François Bédard, a souligné la nécessité de mettre en place "une Marque Algérie", afin de mettre en avant et de valoriser la destination Algérie, comme c'est le cas pour les pays touristiques, a-t-il argumenté.

L'intervenant a, en outre, recommandé d'axer les efforts autour des deux concepts que sont "Gouvernance et Durabilité", tout en prévoyant un "budget conséquent" aux aspects liés à la promotion, à travers un travail de marketing, pour valoriser les potentialités touristiques du pays.

Le spécialiste des questions touristiques a également préconisé "l'encouragement de l'entrepreneuriat et de l'investissement" des différentes activités liées au secteur, à l'instar de l'hébergement, transport, etc et ce, dans le cadre des Petites et Moyennes entreprises (PME), créatrices d'emplois directs et indirects.

Pour le représentant du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Remy Poliwa, tout développement touristique passe par la création d'une "valeur ajoutée" à partir de la base, et ce, explique-t-il, à travers des micro-activités locales, créatrices de richesses. De même que par le respect de "l'échelle de valeurs" propres au secteur, ainsi que par "l'encouragement et l'accompagnement" des jeunes créateurs de projets touristiques.

Algérie-Recyclage des déchets : un marché de 40 milliards de dinars non exploité (Maghreb Emergent)



Ce secteur où l'investissement est encore très rare est susceptible d'être à l'origine de la création de 100.000 postes d'emploi directs et indirects.

Les déchets produits en Algérie peuvent générer, une fois recyclés, 40 milliards de dinars par an, a indiqué, dimanche à Boumerdès, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati.

La ministre a déploré, dans ce contexte, le fait que le recyclage ne touche en Algérie qu'une infime quantité de déchets.

"Représentant une grande valeur commerciale de près de 40 milliards DA/an, la cadence de recyclage des déchets ménagers demeure très faible en comparaison avec son volume qui atteint les 34 millions/tonnes par an", a-t-elle indiqué.

La ministre qui a également signalé que ce secteur où l'investissement est encore très rare est susceptible d'être à l'origine de la création de 100.000 postes d'emploi directs et indirects à travers le pays. Elle a promis, au passage, de livrer, dans un avenir proche la "la vision économique" et "stratégique" de son département en vue de tirer le meilleur parti de l'activité du recyclage.

Économie verte : pour plus de facilitations au profit des investisseurs (APS)



L'Association des femmes en économie verte (AFEV) a appelé lundi à Alger les pouvoirs publics à accorder plus de facilitations au profit des jeunes désirant investir dans des filières relevant de l'économie verte.

Invitée par le Forum du quotidien El Moudjahid, Karima Bergheul, présidente de cette association, a estimé que la promotion de l'économie verte en Algérie est notamment tributaire du degré d'implication du secteur

privé, laquelle implication dépend des facilitations accordées, notamment d'ordre fiscal et administratif.

Mme Bergheul a également plaidé pour doter la commune de plus de prérogatives en matière de collecte des déchets pour faciliter l'opération du tri sélectif de ces déchets par les investisseurs potentiels.

"Il y a plus de vingt ans, les communes étaient responsables de la collecte des déchets avant que cette prérogative ne soit transformée à la wilaya. Cela a posé des problèmes car la réussite d'une telle mission nécessite l'implication directe de la commune", a-t-elle souligné.

Son association, créée en 2013 pour promouvoir l'entreprenariat dans l'économie verte, notamment chez les femmes, souffre également de manque de moyens, selon Mme Bergheul qui a également appelé les autorités à renforcer leurs aides financières destinées aux associations écologiques en Algérie.

Et avec ça, ces associations, poursuit-elle, "arrivent à faire beaucoup de choses sur le terrain mais leur travail n'est malheureusement pas valorisé par les autorités", a-t-elle regretté.

Pour faciliter l'implication des privés dans l'investissement écologique, cette universitaire et chercheuse, spécialisée dans les énergies renouvelable, a proposé, par exemple, de doter le Centre national du Registre de Commerce (CNRC) d'une nomenclature des métiers verts.

"Parfois, le jeune s'adresse au Cnrc pour demander un registre de commerce pour exercer un métier vert mais on lui dit que le métier choisi ne figure pas dans la nomenclature des activités reconnues par le Centre", a-t-elle encore regretté.

Elle a, en outre, suggéré la création d'un couloir vert au niveau des banques pour financer la création des métiers verts surtout que "le problème majeur pour les entreprises vertes demeure l'accès au financement", selon elle.

L'Association offre un programme de formation au profit des jeunes universitaires notamment pour leur expliquer le processus de création d'une entreprise, activant dans le recyclage, la valorisation des déchets ou autre, ainsi qu'en matière d'accès aux financements bancaires.

Depuis 2015, l'association, créée par un groupe de femmes chercheurs, a formé 150 jeunes universitaires à travers deux programmes de formation et s'apprête à lancer le 3ème programme durant l'année en cours.

Interrogée sur l'avancement du projet du tri sélectif des déchets qu'elle a lancé dans la commune de Bouzareah (Ouest de la capitale), la présidente de l'Afev a assuré que les résultats de ce projets sont très positifs. Un prix du meilleur quartier au niveau de cette commune sera d'ailleurs organisé le 30 janvier en cours par l'association, a-t-elle annoncé.

Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'économie verte est une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources.

Les métiers verts sont, quant à eux, des métiers dont la finalité et les compétences mise en œuvre contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser et corriger les impacts négatifs et les dommages sur l'environnement.

ASSISES NATIONALES DU TOURISME : Les défaillances du secteur auscultées (L'Expression)



La qualité des services dans les infrastructures hôtelières et la promotion de la destination Algérie à l'étranger sont encore faibles.

L'amélioration de la qualité des services au sein des établissements hôteliers et la promotion de la destination Algérie sont les deux objectifs que s'est fixés le ministère du Tourisme pour les Assises nationales du tourisme dont le coup d'envoi a été donné, hier, au Palais des nations à Alger. Le cap est mis sur ces deux objectifs, explique Abdelkader Benmessaoud, ministre du Tourisme, car ce sont les deux défaillances dont souffre encore le secteur en Algérie. «La qualité des services dans nos infrastructures hôtelières et la promotion de la destination Algérie à l'étranger sont encore faibles. pour remédier à ces deux défaillances», a indiqué le ministre au cours du point de presse qu'il a animé en marge de l'événement. Les autres objectifs du Schéma directeur d'aménagement touristique (Sdat) lancé en 2008 sont presque atteints», a fait remarquer en outre Benmessaoud. «Les capacités de nos infrastructures hôtelières en lits sont assez suffisantes. Nous avons désormais 140.000 lits et nous allons réceptionner au cours de cette année ou au plus tard l'année prochaine 120.000 autres lits. La décentralisation de la décision est à présent un objectif atteint. Nous avons banalisé l'acte d'investir. Tous les documents nécessaires pour lancer son projet sont accessibles à l'échelle locale», a précisé le conférencier. Les objectifs du Sdat ont été atteints grâce, explique le ministre, à l'intérêt permanent accordé par le président de la République au secteur du tourisme. «Le développement du secteur du tourisme arrive en troisième position, après l'agriculture et l'industrie dans la nouvelle stratégie économique de l'Etat. Le secteur du tourisme est pourvoyeur de richesse et d'emploi. Le secteur fait travailler présentement un million d'employés», rappelle-t-il. S'exprimant par ailleurs sur le coût des prestations hôtelières jugées par d'aucuns de très élevé, le ministre a indiqué que les prix ne sont pas aussi chers. Les clients ont le choix des prestations en fonction de leurs capacités financières. «Ce qui fait baisser les prix, souligne Benmessaoud, est la concurrence entre les prestataires. Cette étape sera atteinte prochainement», note-t-il. Le ministre a saisi par ailleurs l'occasion pour rappeler que le gouvernement a procédé, dans le but d'encourager le tourisme local, à la réduction des prix des billets d'avion

d'Air Algérie de 50% et la réduction des prix des prestations au niveau de ces hôtels de 20 à 25%. Répondant en outre sur les raisons qui font que les touristes algériens préfèrent encore passer leurs vacances dans des pays étrangers, particulièrement en Tunisie, le premier responsable du secteur a souligné que cet état de fait est un bon signe. «Il renseigne sur l'existence d'une couche moyenne en Algérie», fera-t-il observer, rappelant que les citoyens ont le droit de voyager dans n'importe quel pays. Sur la question de la négligence du tourisme de montagne, Abdelkader Benmessaoud a indiqué que ce type de tourisme bénéficie d'un grand intérêt de la part des autorités. «De nombreuses opérations d'aménagement de forêts récréatives ont été effectuées à travers le pays. Ce genre d'opérations sera étendu à d'autres forêts», a-t-il ajouté.

Ould Kaddour relève l'impératif de stabiliser la consommation nationale en gaz naturel (APS)



Le P-dg du groupe Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, a insisté lundi sur l'impératif de stabiliser la consommation locale en gaz naturel, qui est en accroissement continu.

"On a un mode de consommation de gaz exponentiel. On ne peut pas continuer à consommer autant de gaz et aussi rapidement. Le véritable challenge que nous devons relever est de stabiliser la consommation locale en ce produit énergétique", a avisé M. Ould Kaddour lors d'un point de presse tenu à l'issue de la cérémonie de signature d'un contrat avec une compagnie chinoise dans le domaine d'infrastructure maritime des hydrocarbures.

Le P-dg de Sonatrach répondait à une question sur les quantités de gaz exportées par l'Algérie en 2018, jugeant ainsi important de se focaliser plutôt sur un "problème de fond" qui est, en l'occurrence, "comment pouvoir stabiliser la consommation nationale en gaz".

Dans ce sillage, il a indiqué que l'Algérie, dont la production actuelle de gaz naturel oscille entre 130 et 140 milliards de m³, a exporté en 2018 pour une quantité qui tourne autour de 50 milliards de m³, soit quasiment la même quantité que celle exportée en 2017.

Pour rappel, les chiffres du ministère de l'Energie indiquent que la production actuelle de l'Algérie en gaz naturel est de 130 milliards de m³, répartie entre 50 milliards de m³ destinés à la consommation interne, 50 milliards de m³ réservés à l'exportation et 30 milliards de m³ consacrés à l'activité des puits pétroliers.

Règles de la concurrence : le ministère du Commerce lance un sondage d'opinion (Algérie Eco)



Le ministère du Commerce vient de lancer un sondage d'opinion sur le programme de sensibilisation sur les règles de la concurrence et les pratiques commerciales. Notons que ce dernier a été lancé par le ministère en 2016. Le but recherché à travers cette action est de vulgariser au maximum les différentes dispositions afin de sensibiliser les opérateurs économiques quant à la nécessité d'une concurrence saine et loyale.

L'objectif principal de ce programme concerne également la sensibilisation des acteurs de la scène commerciale et économique du pays sur les règles et pratiques loyales et transparentes dans la mise en œuvre des pratiques commerciales. Il est également attendu de cette démarche de créer une proximité avec les opérateurs économiques et les partenaires de l'administration centrale et locale.

Pour le ministère du Commerce ce programme permettra de choisir la voie du dialogue et d'écoute directe par rapport aux préoccupations des partenaires du secteur commercial dont les opérateurs, les organisations professionnelles et les associations de protection des consommateurs.

En effet, chaque Direction régionale du commerce a été instruite pour lancer la première activité programmée et considérée comme action-pilote. Les services extérieurs ont été instruits pour mettre en œuvre le programme sur la base de la démarche de travail tracé par le ministère du Commerce. Aussi, des séminaires, des journées d'études et autres rencontres sont programmés par les directions régionales du commerce et traitent de plusieurs thèmes.

En 2016, rappelons qu'elles sont neuf wilayas, dont Alger, Annaba, Béchar et Blida, Oran et Saïda, qui ont organisé des manifestations de sensibilisation en matière de concurrence et pratiques commerciales.

Le ministère du Commerce exige la formalisation du bilan trimestriel des activités concrétisées et le bilan trimestriel qui doivent être accompagnés des communications présentées lors des manifestations qui se sont déroulées et des recommandations arrêtées par les participants.

Le groupe Condor se lance dans le «pneu» (Le Quotidien d'Oran)

Dans le cadre de la diversification de ses activités, Condor Group a annoncé hier la commercialisation d'un nouveau produit sur le marché algérien à travers sa nouvelle filiale «Condor Engineering». Il s'agit des pneus de la marque «RIKEN».

En effet, le Groupe Condor débute la commercialisation à travers tout le territoire national des pneus RIKEN qui sont fabriqués dans une usine

européenne appartenant au prestigieux groupe MICHELIN.

«La marque de pneu européenne «RIKEN» est une marque moderne, conçue par des spécialistes pour une sécurité absolue à un prix abordable», indique à ce sujet un communiqué du groupe Condor qui souligne que Riken Gomu Industry a été créé au Japon en 1917. L'entreprise a d'abord travaillé dans le domaine de la science physique et de la recherche chimique avant de se diversifier dans l'industrie du pneu en 1956. Depuis 1979, les pneus «RIKEN» sont exportés aux Etats-Unis et en Europe et c'est en 1992 que MICHELIN a racheté l'usine.

«Les pneus de la marque «RIKEN» sont produits en Europe dans une usine certifiée ISO 9001. Condor Engineering propose une large offre de produits avec plus de 150 dimensions pour différentes gammes», conclut la même source.

Banque/bourse/Assurance

Commerce

Coopération

Aigle Azur et le World Trade Center Algiers (WTCA) : Signature d'une convention (APS)

Une convention cadre a été signée, mercredi soir, entre la compagnie aérienne française Aigle Azur et le World Trade Center Algiers (WTCA), en marge d'une rencontre du « Club Export» consacrée à la logistique, organisée à l'hôtel El-Aurassi (Alger). S'exprimant à cette occasion, le directeur général du WTCA, M. Ahmed Tibaoui, a souligné que « cette convention constitue une opportunité idoine pour les opérateurs algériens qui souhaitent exporter leur produit vers différentes destinations, en particulier en Afrique, par voie aérienne à partir d'Alger. Il a ajouté que le ministre du Commerce a annoncé que 2019 sera une année destinée exclusivement à l'exportation, cette convention est donc venue à point nommé pour consolider et accompagner le gouvernement dans son programme de développement des exportations. M. Tibaoui n'a pas manqué d'exprimer sa pleine satisfaction quant à l'amélioration qu'a connu ces dernières années le domaine des exportations et la bonne qualité des produits algériens. Il dira dans ce sens que nos produits s'imposent progressivement sur les marchés étrangers, surtout africains. S'agissant de cette rencontre, il a indiqué qu'elle est très importante puisqu'elle permettra davantage aux participants d'échanger les idées et de nouer des partenariats ainsi que de prendre connaissance des techniques des exportations. De son côté, le délégué général d'Aigle Azur en Algérie, Yacine Benslimane, a indiqué que la signature de cette convention constitue un

signal fort de la grande importance qu'accorde la compagnie au développement de l'économie algérienne et sa disponibilité pour aider les opérateurs à exporter leur produit vers les destinations souhaitées et aussi pour mieux cerner leurs besoins en matière de tarifs. Il dira qu'il y a plus d'une quinzaine de destinations, à savoir, des vols cargo au départ d'Alger vers Paris-Orly, Lyon, Marseille, Mulhouse, Toulouse, Berlin, Milan, Bamako, Porto, Moscou, Dakar, Sao Paulo, Pékin, etc. En réponse à une question relative aux prix qui seront pratiquées, il a rassuré qu'ils seront très abordables. M. Benslimane estime à cet effet que l'année 2019 mobilisera les énergies et toutes les forces économiques pour créer une nouvelle dynamique pour rendre plus visible l'économie algérienne à l'étranger.

Nouvelle jetée GNL de Skikda : Sonatrach confie le projet au groupe chinois CHEC (Algérie Eco)



Le groupe Sonatrach a confié le projet de réalisation de la nouvelle jetée GNL au niveau du port d'hydrocarbures de Skikda au groupe chinois China Harbour Engineering Company (CHEC).

Le contrat a été signé ce lundi 21 janvier 2019 au niveau de la Direction générale de Sonatrach à Alger, par le PDG de CHEC et Zane Faiz Directeur central EPM à Sontrach, en présence de l'Ambassadeur de Chine à Alger et Abdelmoumene Ould Kaddour.

Le montant de l'investissement est de près de 53 milliards de Dinars (52 946 611 221), pour un délai de réalisation de 28 mois. Ce contrat en EPC consiste en l'étude, la fourniture et construction d'une jetée GNL et des infrastructures maritimes et portuaires localisées dans le port existant de Skikda dénommé « El Djedid ».

Une fois mis en service, la jetée qui sera réalisée en quatre tranches, permettra l'optimisation de la production du complexe GNL, le chargement des méthaniers de grande capacité pouvant atteindre 220.000 m³, le chargement des tankers allant de 50.000T jusqu'à 250.000T, la reconversion du poste existant GNL pour le GPL, l'adaptation du poste existant des aromatiques pour le déchargement des MTBE ainsi que la réalisation d'un nouveau poste d'accostage pour navire avec une aire de stockage pouvant atteindre 15 Ha.

Inscrite dans la Stratégie SH 2030, la réalisation d'une nouvelle jetée de GNL et l'extension du port pétrolier de Skikda permettra au méga-train GNL de Skikda de porter sa production à sa capacité nominale, l'accostage de

navires de grandes capacités, ouvrira ainsi des perspectives supplémentaires marchés pour le GNL algérien.

« Cette nouvelle jetée nous permettra d'exporter plus de GNL et l'emmener directement là où on doit le vendre », a estimé Ould Kaddour en ajoutant qu'elle permettra d'acheminer plus de GNL vers d'autres marchés tels que l'Asie.

Ould Kaddour a interpellé le PDG de CHEC sur l'importance de réaliser cette jetée le plus rapidement possible. « Nous avons besoin de cette jetée pour l'économie algérienne. Si vous rencontrez des problèmes venez nous voir », a-t-il fait savoir au responsable chinois. De son côté, l'ambassadeur de la République de Chine en Algérie, a rappelé l'importance et les bonnes relations entre l'Algérie et la Chine qui durent depuis 60 ans. Il a assuré que le groupe CHEC est qualifié pour la réalisation de ce genre de projets.

Veille

Messahel représente Bouteflika au Forum de Davos ('Expression)



Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, prendra part, aujourd'hui, en qualité de représentant du président de la République Abdelaziz Bouteflika, aux travaux de la réunion annuelle du Forum économique mondial, à Davos (Suisse), a indiqué hier un communiqué de son département. «Représentant du président de la République, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, prendra part aux travaux de la réunion annuelle du Forum économique mondial, le 22 janvier 2019, à Davos-Klosters (Suisse)», précise la même source. En tant que panéliste, le ministre des Affaires étrangères, animera une session intitulée «Paix et Réconciliation nationale», organisée par le Forum économique mondial, où il fera une contribution sur «l'expérience algérienne en la matière, notamment, la politique de Réconciliation nationale conduite par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika», ajoute le communiqué. Le Forum de Davos, qui est à sa 49ème édition «est un rendez-vous annuel important qui vise à contribuer à l'élaboration de l'agenda international sur les questions politiques, économiques, socioculturelles, et de paix et de sécurité internationales», souligne le MAE.

Les 26 plus riches détiennent autant d'argent que la moitié de l'humanité (L'APS)



La concentration de la richesse a encore augmenté en 2018, 26 milliardaires ayant désormais entre leurs mains autant d'argent que la moitié la plus pauvre de l'humanité, a dénoncé lundi l'ONG Oxfam, qui demande aux Etats de taxer les plus riches.

"Le fossé qui s'agrandit entre les riches et les pauvres pénalise la lutte contre la pauvreté, fait du tort à l'économie et alimente la colère dans le monde", a affirmé Winnie Byanyima, directrice exécutive d'Oxfam International, citée dans le communiqué.

Les gouvernements "doivent s'assurer que les entreprises et les plus riches paient leur part d'impôts", a-t-elle ajouté, à l'occasion de la publication du traditionnel rapport annuel d'Oxfam sur les inégalités mondiales en amont du World Economic Forum (WEF) qui se tient jusqu'à vendredi à Davos.

Selon les chiffres de l'ONG, dont la méthodologie, qui s'appuie sur les données publiées par la revue Forbes et la banque Crédit suisse, est contestée par certains économistes, 26 personnes disposent désormais d'autant d'argent que les 3,8 milliards les plus pauvres de la planète. En 2017, ils étaient au nombre de 43.

Quant à l'homme le plus riche du monde, Jeff Bezos, le patron d'Amazon, sa richesse a atteint 112 milliards de dollars l'an dernier. Or, "le budget de santé de l'Ethiopie correspond à 1% de sa fortune", a souligné l'ONG.

D'une manière générale, la richesse des milliardaires dans le monde a augmenté de 900 milliards l'an dernier, soit au rythme de 2,5 milliards par jour, alors que celle de la moitié la plus pauvre de la population de la planète a chuté de 11%, a-t-elle précisé.

Le nombre de milliardaires a d'ailleurs doublé depuis la crise financière de 2008, a souligné Oxfam, constatant que "les riches bénéficient non seulement d'une fortune en pleine expansion, mais aussi des niveaux d'imposition les moins élevés depuis des décennies".

"Si la tendance était inversée, la plupart des gouvernements auraient suffisamment de ressources pour financer les services publics", a souligné l'ONG qui estime que "la richesse est tout particulièrement sous-taxée".

Elle a ainsi précisé que sur un dollar d'impôt sur le revenu, seulement quatre centimes proviennent de la taxation de la richesse.

Selon Oxfam, qui estime que les plus riches cachent au fisc 7.600 milliards de dollars, dans certains pays comme le Brésil ou le Royaume-Uni, "les 10% les plus pauvres paient désormais des impôts plus élevés en proportion de leurs revenus que les plus riches".

Ce rapport est publié à un moment où la taxation des plus grandes fortunes suscite des débats dans plusieurs pays.

En France, le mouvement des gilets jaunes a relancé le débat sur la suppression de l'ISF par Emmanuel Macron. Aux Etats-Unis, la députée démocrate Alexandria Ocasio-Cortez, fraîchement élue, a proposé de taxer à 70% les plus riches, obtenant le soutien du Prix Nobel d'Economie Paul Krugman.

« Carrefour Emploi et Formation » se tiendra du 29 au 31 janvier 2019, à Alger (Algérie Eco)



La 13ème édition du salon national « Carrefour Emploi et Formation » se tiendra du 29 au 31 janvier 2019, à Alger, sous le thème « Citoyenneté et économie digitale », a-t-on appris lundi auprès des organisateurs.

L'édition de cette année regroupera, en un même lieu et dans les mêmes dates, deux salons qui étaient jusque-là organisés séparément: le salon du recrutement et le salon national de la formation continue, selon l'agence de communication et conseil 3C qui organise le salon.

Quelques 80 participants et exposants, représentant les entreprises économiques publiques et privées, ainsi que les organismes institutionnels d'aides à l'emploi de jeunes et à l'entrepreneuriat, mais aussi des écoles, des centres et des instituts de formation seront présents à l'évènement.

Les domaines d'activité des entreprises participantes sont très diversifiés et vont de la production de médicaments à l'agro-industrie, en passant par l'industrie, les services, le bâtiment et travaux publics, les prestations de services digitaux et le secteur bancaire.

D'importantes structures, à l'image de la Chambre de commerce et d'industrie d'Alger (CCI Mezghena), l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI), la Fédération nationale des jeunes entrepreneurs (FNJE), la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) et l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) prennent également part à cet évènement.

Le salon, à portée socioéconomique, « constitue une opportunité autant pour les demandeurs d'emploi que pour les entreprises à la recherche de profils pour se renforcer en ressource humaine », ont affirmé les organisateurs, soulignant que « l'espace est aussi un lieu de contact entre les entreprises et les écoles et instituts de formation pour la prise en charge des plans de formation ».

Certaines entreprises participantes, à l'exemple de l'Entreprise nationale de charpente et de chaudronnerie (ENCC) et Kit Construction), offrent, chacune, plusieurs centaines de postes d'emploi dans différentes spécialités, allant du soudeur à l'ingénieur, en passant par le conducteur d'engins, le chaudronnier, l'électricien, le grutier, le conducteur de travaux et l'architecte, ont-ils précisé.

Des conférences, table-rondes et ateliers sont programmées, en marge du salon, dans le but d'explicitier les dispositifs, les règlements, la fiscalité, la politique de l'emploi, les carrières, les métiers, les programmes de formation, la rédaction de CV, la conduite du coaching, la simulation d'entretiens d'embauche, l'élaboration du bilan de compétences.

Des activités qui seront animées par des spécialistes dans les domaines de la gestion de la ressource humaine (RH) et de la formation continue.

Pour cette nouvelle édition du salon, les organisateurs ambitionnent de dépasser les 25.000 visiteurs. Lors de la précédente édition (2017), le nombre de visiteurs enregistrés a atteint 20.000.